



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

équilibre budgétaire

Question au Gouvernement n° 3569

Texte de la question

CHIFFRAGE DU PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE

M. le président. La parole est à M. Jérôme Chartier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jérôme Chartier. Madame la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, hier l'agence Moody's a annoncé, dans un communiqué, qu'elle lançait une période d'observation de trois mois de la situation française. Dans ce communiqué, l'agence donne un *satisfecit* à la France ("*Non !*" sur les bancs du groupe SRC) et confirme la bonne stratégie de notre pays pour réduire les déficits publics, confortant ainsi l'action du Gouvernement, sous la conduite du Premier ministre. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*) M. Bernard Roman. C'est affligeant !

M. Jérôme Chartier. Le même jour, sans raison particulière, la convention organisée par l'Union pour un mouvement populaire a annoncé le chiffrage du projet socialiste. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Cette convention, qui a été bien suivie par mes collègues de l'opposition, a mis au jour de façon très objective (*Rires sur les mêmes bancs*) le montant des dépenses du projet socialiste, qui s'élève à 225 milliards d'euros. (*Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

En principe, en face des dépenses, il y a des recettes. Mais, et c'est là que le bât blesse, de recettes nous n'en avons trouvé qu'à hauteur de 126 milliards d'euros. Bref, le compte n'y est pas puisqu'il manque 130 milliards. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Mallot. C'est vous qui ne savez pas compter !

M. Jérôme Chartier. Madame la ministre, vous qui êtes si consciente et si responsable (*Rires sur les bancs du groupe SRC*) face à la nécessité de réduire le déficit public, quand comptez-vous écrire à M. Hollande (*Exclamations sur les mêmes bancs.*) afin que, si d'aventure il était élu Président de la République en 2012, il s'engage dès maintenant à ne pas mettre en oeuvre le projet du parti socialiste ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Plusieurs députés du groupe SRC. C'est à nous de répondre, pas à Mme Pécresse !

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, oui le parti socialiste a un candidat et c'est une bonne nouvelle pour lui. Mais il a aussi un programme et c'est une mauvaise nouvelle pour tous les Français. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

C'est une mauvaise nouvelle parce que ce programme est une addition de dépenses irresponsables qui ne résoudront aucun des problèmes des Français et qui peuvent mettre en danger la crédibilité de la France. (*Les protestations s'amplifient et couvrent la voix de Mme la ministre.*)

M. Marcel Rogemont. Cette réponse est une pantalonnade !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. En voici quelques-unes : 60 000 créations de postes dans l'éducation nationale, ce qui représente 100 milliards d'euros sur quarante ans, sans compter le versement des retraites de ces fonctionnaires ; création de 300 000 emplois-jeunes pour un coût de 5 milliards d'euros sur cinq ans ; le contrat de génération qui s'élève, au bas mot, à 8 milliards ; l'allocation d'autonomie pour les jeunes pour un montant de 12 milliards.

M. Albert Facon et M. Michel Sapin. Allez-y, rajoutez-en encore !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Terra Nova, la fondation proche du parti socialiste !

Voilà pour les promesses. Et n'oublions pas l'augmentation de 50 % du budget de la culture, soit un milliard d'euros supplémentaire.

Mais il y a pire, il y a l'in vraisemblable : le détricotage de toutes les réformes que ce gouvernement a conduites avec courage. (*Bruit continu sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Je vous en prie !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Je n'en citerai qu'une : la réforme des retraites. L'abandon de la réforme des retraites coûterait immédiatement sa note de triple A à la France.

François Hollande veut être un candidat normal. Est-ce normal pour les socialistes de faire des promesses qu'ils savent qu'ils ne pourront pas financer ? Est-ce normal pour les socialistes de fuir la réalité au lieu de l'affronter ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Allez-vous en !

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Chartier](#)

Circonscription : Val-d'Oise (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3569

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2011